

Cartographier l'islamisme radical

Entretien avec Xavier Raufer, directeur des études et de la recherche, Département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines (MCC), Institut de criminologie de Paris, Université Paris II Panthéon-Assas. Il est également l'auteur de l'Atlas de l'islam radical, CNRS éditions, 2007.

Quel est le public, et l'objectif, d'un tel atlas de l'islamisme radical ?

Le monde francophone présente souvent les problèmes sous la forme d'une pyramide posée à l'envers, avec de prime abord les arguments idéologiques, moralistes, etc. puis s'il reste du temps, la réalité objective. Nous avons souhaité proposer la démarche inverse : celle qui veut que la présentation des faits et de la réalité au plus près préside à la construction des théories. Cet atlas est édité au CNRS édition, ce qui le destine plutôt aux spécialistes. La première version date de 1991, et le monde ayant changé – c'est encore plus vrai du milieu islamiste –, il nous a semblé utile de l'actualiser en 2007.

Et entre 1991 et 2007, quelles sont les principales évolutions ?

Au cours de la première décennie, l'islam radical explose par son flanc chiite avec évidemment les suites de la révolution islamiste iranienne de 1979, qui marque le réveil de l'activisme musulman islamiste. En 1991, la première version de l'atlas faisait le point sur les dix années écoulées, montrait les perspectives et présentait le grand mérite de montrer que progressivement le radicalisme s'installait également dans l'islam sunnite – c'est-à-dire dans la branche lourdement majoritaire de l'islam (90 %). Le nouvel atlas fait le point sur toutes les évolutions depuis 1988-1990 et la fin du djihad en Afghanistan.

Quelles sont les principales tendances qui nous concernent en France et en Europe ?

Précisons que plus d'un milliard de personnes pratiquent la religion musulmane et que notre ouvrage de criminologie ne s'intéresse qu'aux individus et groupes qui commettent des crimes ou en incitent d'autres aux crimes (prêchent). Le fait qu'ils soient musulmans n'est que secondaire et nous avons également étudié le cas de sectes extrémistes, protestantes (attentats d'Oklahoma City en 1995) ou bouddhistes (comme Aum). Les pratiquants « classiques » qu'ils soient bouddhistes, catholi-



ques, protestants, juifs, musulmans, etc. ne nous intéressent pas : l'objet de nos recherches est ce qui figure au code pénal.

Il existe deux manières de basculer dans le radicalisme. Chez les sunnites le basculement s'opère souvent de façon spontanée, un peu comme l'autocombustion. Des gens écoutent la radio, surfent sur Internet, puis bricolent des bombes susceptibles d'être très dangereuses. Au fond il n'est pas difficile de tuer des individus. La deuxième forme est celle du terrorisme d'État. Des États manipulent des groupes ou en créent qui les vengent ou règlent leurs comptes à leur place. Cette seconde catégorie n'est pas loin du Hezbollah au Liban ou des milices chiïtes en Irak, qui disposent d'une marge de manœuvre limitée

par rapport au pouvoir iranien. Nous étudions les deux courants radicaux, sunnites et chiïtes, d'où ils viennent et surtout où ils vont.

Et quelles sont menaces pour la France et l'Europe ?

Au sein de l'espace de Schengen, les principales menaces sont de deux ordres. Mais d'abord : en matière de lutte contre l'extrémisme islamiste, les États-Unis ont commis énormément d'erreurs, à tel point qu'on voit mal comment ils pourraient en faire davantage, sauf à se lancer dans une guerre ouverte contre les milices chiïtes en Irak ou à attaquer la République islamique d'Iran. S'ils franchissent cette étape, les Européens auront droit à une réponse sous la forme d'un terrorisme d'État, en fonction des forces islamistes en présence. Et au premier



Cliché non daté et provenant du GSPC qui montre le guide spirituel du mouvement Sheikh Ahmed Abu al-Baraa et le chef des GSPC Abu Musaab. (© AFP photo)



Une nouvelle vidéo diffusée par Al-Qaïda " The power of the truth " (« Le pouvoir de la vérité ») et relayée par IntelCenter le 20 septembre 2007, montre Cheikh Mustafa Abu al-Yazid (C) commandant d'Al-Qaïda en Afghanistan depuis mai 2007. Ce film est sous-titré en anglais. (© IntelCenter via AFP)

rang, seront menacés en Europe les intérêts américains et israéliens. Les islamistes affectent ainsi de ne pas distinguer les Américains des Israéliens, les regroupant dans un bloc « les croisés et les sionistes ». Ils frapperont alors en Europe des entreprises, des ambassades, et autres objectifs symboliques

“ *L’instinct est fort chez les islamistes radicaux de se venger de ceci ou de cela.* ”

de la puissance américaine ou israélienne. Le second risque concerne le « phénomène d’autocombustion » qui fait que des gens peuvent basculer spontanément. De ce point de vue, la nouvelle orientation de la politique française en direction des États-Unis et d’Israël peut s’avérer problématique. Je n’ai pas à me prononcer sur le fait que Nicolas Sarkozy a bien fait ou pas de se rapprocher des États-Unis, je constate seulement que cette orientation n’est pas sans risques. Et la pression sur l’Iran potentialise les menaces.

Et qu’en est-il de la menace des GSPC ?

C’est la même chose car nous sommes pris dans un maillage planétaire. Il ne s’agit pas d’une guérilla nationaliste du style de celle d’ETA. Tout l’arc islamiste, de Mindanao à la Mauritanie, est concerné. L’instinct est fort chez les islamistes radicaux de se venger de ceci ou de cela. À ce titre les menaces proférées par Ben Laden ou Zawahiri nous placent à l’intérieur de la cible.

Des États plus durs s’en sortent-ils mieux ?

Les États où l’opinion publique est peu structurée voire inexistante n’ont aucun problème à écraser toute menace : la Russie a écrasé autant que possible la rébellion tchétchène et

l’opinion russe réagissait peu ou pas, à part quelques personnalités indignées. La journaliste Anna Politkovskaïa a pu être assassinée parce que l’opinion publique russe ne se souciait pas vraiment des Tchétchènes. Quand vous demandez dans la rue aux Chinois ce qu’ils pensent des islamistes du Sinkiang, ils vous répondent que ce sont des terroristes qu’il faut mettre hors d’état de nuire. Nous ne sommes pas là dans une perspective où l’opinion publique libérale crie au scandale et cela permet tous les excès ou tous les abus.

Quelles solutions fonctionnent chez nous ?

Nous savons que la position du gardien de but au moment du tir au penalty est inconfortable à la longue. Comment l’éviter ? Soit, nous pouvons nous borner à tenter de capter la menace au moment du tir (cela marche une fois sur dix...), soit nous privilégions le décèlement précoce. Notre atlas est une manifestation de ce second choix, celui de la détection préventive des menaces afin de déceler des comportements et des discours – et non de soupçonner tous les musulmans se rendant à la mosquée. Certains discours, certains comportements islamistes sont problématiques et il convient de les détecter à temps. Vous connaissez le célèbre proverbe américain « quand ça ressemble à un canard, que ça marche comme un canard, et que cela fait coin-coin comme un canard, c’est un canard ». Il suffit alors de surveiller et d’intervenir juste avant le passage à l’acte. Jusqu’à présent, la France maîtrise assez bien ce type de méthode et nous avons intercepté, notamment à la rentrée 2005, un petit groupe d’individus avant un attentat qui aurait ressemblé à ceux du métro de Londres. Je trouve stériles les discours expliquant après coup les raisons d’un attentat. Aujourd’hui, les dangers sont tellement fulgurants qu’on ne peut plus se permettre de piloter au rétroviseur.